

Le Président
ANDRÉ VALLINI
Député de l'Isère

Monsieur Christian Varloud
Collectif Par Fer
13 rue du Village
38230 Tignieu-Jamezyieu

Grenoble, le **02 MARS 2009**

DT/NF/5169

Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier du 2 février 2009, par lequel vous m'interpellez au sujet de la lettre que vous a adressée Monsieur Marc Baïetto, 1er vice-Président du Conseil général en charge des transports, suite à une première sollicitation de votre part datée du 24 octobre 2008.

Vous remettez en cause les coûts annoncés pour le projet de prolongement de LEA sur l'emprise du chemin de fer de l'est lyonnais. En vous appuyant sur l'étude de 2007 commanditée par le Conseil général, vous évaluez le coût d'une liaison jusqu'à Tignieu à 76 millions d'euros là où Monsieur Marc Baïetto parle de 85 millions d'euros. L'explication de cette différence est la suivante : comme cela est précisé dans la copie du rapport de Transétudes que vous nous joignez, les chiffres auxquels vous vous référez sont hors taxes. Il est pourtant indispensable d'ajouter la taxe sur la valeur ajoutée dont les collectivités devront obligatoirement s'acquitter. L'omission de celle-ci vous fait sous-estimer le coût du projet de près de 20%. J'ajoute d'ailleurs que les éléments du rapport Transétudes ont été calculés en valeur 2006 et qu'il serait désormais nécessaire de les actualiser en prenant en compte l'inflation de ces deux dernières années.

J'ai bien noté que vous envisagiez, dans le souci de réduire l'investissement initial, de phaser l'opération en se limitant dans un premier temps à un terminus situé à Charvieu le Piarday. S'il est vrai que ce choix aurait pour conséquence de réduire le financement à fournir par le Conseil général, et si je ne nie pas que le Département de l'Isère n'aura pas seul à payer ce projet - ce qu'il serait d'ailleurs bien incapable de faire- je suis enclin à penser qu'en terme de dépenses publiques, le coût global de la construction de cette liaison ferrée est très important et même excessif par rapport à celui d'une liaison routière. Le financement annuel du déficit d'exploitation de la ligne sera en outre bien plus lourd à supporter dans le premier cas que dans le second.

La direction des transports se tient à votre disposition pour un éventuel rendez-vous ou toutes informations complémentaires que vous souhaiteriez.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président du Conseil général



André Vallini
Député de l'Isère